

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
COMPTES ANNUELS CLOS AU 31 DECEMBRE 2015

Avril 2016

DIFFUSION DE L'INFORMATION

Les rapports réglementaires, les prospectus et la documentation d'émission sont disponibles sur le site internet de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH :

<http://www.creditmutuelcic-sfh.com/en/covered-bonds/documentation/index-sfh.html>

SOMMAIRE

I. RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	4
II. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ.....	6
1. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ	6
2. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	6
3. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE ANNUELLE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT A ÉTÉ ÉTABLI.....	6
4. FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	6
5. PARTICIPATIONS CROISÉES	6
6. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE	7
7. DÉLÉGATIONS EN COURS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL.....	7
8. DÉTENTION DU CAPITAL	7
III. RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT.....	8
1. BILAN	8
<i>a. ACTIF</i>	8
<i>b. PASSIF</i>	9
<i>c. RÉSULTATS</i>	10
<i>d. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE</i>	11
<i>e. COVER POOL</i>	12
2. SITUATION FINANCIÈRE ET RATIOS PRUDENTIELS	13
3. ENDETTEMENT.....	13
IV. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES .	13
1. RISQUE DE CRÉDIT.....	14
2. RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHÉ	15
3. RISQUE DE LIQUIDITÉ	16
4. RISQUE OPÉRATIONNEL.....	18
5. RISQUE JURIDIQUE.....	18
V. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	18
VI. CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	18
VII. LISTE ET RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS, DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU CONTRÔLEUR SPÉCIFIQUE	19

VIII. TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 11 MAI 2016.....	20
IX. ANNEXES.....	21
1. LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS	22
2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2015	24
3. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 2015	27
4. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE.....	30
5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ..	42
6. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES	45
7. ETATS FINANCIERS.....	49

I. RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Responsable du rapport financier annuel

M. Christian ANDER - Directeur Général

Attestation du responsable du rapport financier annuel

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans les comptes annuels au 31 décembre 2015 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Les comptes annuels de la société arrêtés au 31 décembre 2015 ont fait l'objet d'un rapport sans observation des contrôleurs légaux.

Paris, le 31 mars 2016

Christian ANDER
Directeur Général

II. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH a obtenu l'agrément du CECEI lors de sa réunion du 31 mai 2007. Lors de sa réunion du 28 mars 2011, l'ACPR a autorisé la société à opter pour le statut de Société de Financement de l'Habitat (SFH).

L'objet social de la société est limité, il consiste uniquement à contribuer au refinancement du Groupe CM11. A ce titre, a été mis en place en 2012, une documentation dite US144A permettant d'atteindre de nouveaux investisseurs aux Etats-Unis.

1. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH a réalisé deux émissions d'obligations à l'habitat (OH) en 2015 pour un total de 2 milliards d'euros :

- 1 milliard d'euros à 7 ans au mois de janvier
- 1 milliard d'euros à 10 ans et 4 mois au mois de décembre.

Ces opérations ont contribué au programme d'émissions à moyen et long terme du Groupe CM11 (12,1 milliards d'euros), complétant ainsi efficacement les autres émissions principalement réalisées sous la signature BFCM.

2. PERSPECTIVES D'AVENIR

Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH poursuivra ses émissions en 2016 et grâce à la qualité de son pool de garanties, permettra au Groupe CM11 d'accéder aux investisseurs internationaux à la recherche d'émetteurs notés AAA.

3. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLÔTURE ANNUELLE ET LA DATE À LAQUELLE LE RAPPORT A ÉTÉ ÉTABLI

Aucun événement important n'est à signaler depuis la clôture de l'exercice 2015.

4. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Néant.

5. PARTICIPATIONS CROISÉES

Néant.

6. CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L.225-38 DU CODE DE COMMERCE

Néant.

7. DÉLÉGATIONS EN COURS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 04 décembre 2012 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois, à compter de cette date, conformément à l'article L. 225-129-2, à augmenter le capital social d'une somme de 500 000 000 euros au maximum, en une ou plusieurs fois, et à porter ainsi le capital à un montant maximum de 620 000 000 euros.

Le Conseil d'Administration a décidé, le 08 décembre 2012, d'augmenter le capital de 100 000 000 euros et de le porter ainsi à 220 000 000 d'euros.

Ces ressources non privilégiées assurent le renforcement du ratio de couverture de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH et permettent de couvrir ses besoins de liquidités.

8. DÉTENTION DU CAPITAL

La société Crédit Mutuel - CIC Home Loan SFH est une filiale à 99,99% de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Pour rappel, la Société n'emploie aucun salarié.

III. RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT

1. BILAN

a. ACTIF

ACTIF en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
Caisse, Banques centrales			
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	2	26 272,2	24 648,6
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	3	0,7	
Comptes de régularisation	4	92,8	467,2
Total de l'actif		26 365,7	25 115,8
Hors-bilan		2015 31 décembre	2014 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit	11	30 001,0	35 001,3
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			

b. PASSIF

PASSIF en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	5		
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	6	23 370,9	22 802,9
Autres passifs	3	2 556,8	1 500,7
Comptes de régularisation	4	93,4	467,5
Provisions			
Dettes subordonnées	7	120,1	120,2
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres	8	224,5	224,5
- Capital souscrit		220,0	220,0
- Primes d'émission			
- Réserves		1,2	1,1
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées			
- Report à nouveau		2,6	2,0
- Résultat de l'exercice		0,6	1,4
Total du passif		26 365,7	25 115,8

Hors-bilan	2015 31 décembre	2014 31 décembre
-------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

Engagements donnés

Engagements de financement

Engagements en faveur d'établissements de crédit

Engagements en faveur de la clientèle

Engagements de garantie

Engagements d'ordre d'établissements de crédit

Engagements d'ordre de la clientèle

Engagements sur titres

Titres acquis avec faculté de reprise

Autres engagements donnés

Le passif comprend principalement les émissions de titres par la SFH.

Par ailleurs, en 2013, un nouveau poste « Autres passifs » a été créé. Il retrace le collatéral remis par la BFCM dans le cadre du *Pré Maturity Test*, suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM par l'agence Fitch Ratings à F1 le 17 juillet 2013. Ce poste apparaît pour 2 557 millions d'euros au 31 décembre 2015.

L'actif correspond au remplacement de ces fonds à la BFCM.

Les 30 milliards d'euros de hors-bilan correspondent aux crédits habitat donnés en garantie par les apporteurs de collatéral à la SFH. Ce montant s'élevait à 35 milliards d'euros à fin 2014.

c. RÉSULTATS

en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	16	1 634,4	3 214,2
+ Intérêts et charges assimilées	16	(1 630,9)	(3 211,1)
+ Revenus des titres à revenu variable			
+ Commissions (produits)			
+ Commissions (charges)			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire			
+ Autres charges d'exploitation bancaire			
= Produit Net Bancaire		3,5	3,1
+ Charges de personnel			
+ Autres charges administratives		(1,9)	(0,8)
+ Dotations aux amortissements			
= Charges de fonctionnement		(1,9)	(0,8)
= Résultat Brut d'Exploitation		1,6	2,3
+ Coût du risque			
= Résultat d'Exploitation		1,6	2,3
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
= Résultat Courant		1,6	2,3
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	17	(1,0)	(0,9)
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
= Résultat Net		0,6	1,4

L'exercice clôture avec un résultat de 0,6 millions d'euros contre 1,4 millions à fin 2014.

d. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE¹

	12.2015
Résultat net	614
Impôt	1 000
Résultat avant impôts	1 614
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	0
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0
+/- Dotations nettes aux provisions	0
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	0
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	0
+/- /charges des activités de financement	0
+/- Autres mouvements	98 368
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	98 368
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 324 320
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	0
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	0
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 065 519
- Impôts versés	-1 444
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-260 245
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	-160 263
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	0
+/- Flux liés aux immeubles de placement	0
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	0
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	0
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-660
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	500 000
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	499 340
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE	0
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	339 077
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-160 263
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	499 340
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	0
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u>	<u>2 616</u>
Caisse, banques centrales, CCP	0
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 616
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u>	<u>341 693</u>
Caisse, banques centrales, CCP	0
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	341 693
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	339 077

¹ Ce tableau n'a pas été audité par les Commissaires aux comptes.

e. COVER POOL

Le collatéral des prêts sécurisés est constitué d'un portefeuille de créances contenant exclusivement de créances de crédits immobiliers pour un montant de 30 001 014 383 euros au 31 décembre 2015.

Les principales caractéristiques du portefeuille de prêts immobiliers comptabilisé au 31 décembre 2015, sur la base du capital restant dû au 30 novembre 2015, sont les suivantes :

Capital Restant Dû	30 001 014 383 €
CRD moyen des prêts	79 877 €
Nombre de prêts	375 588
Nombre d'emprunteurs	316 296
Ancienneté moyenne (en mois)	69
Moyenne des maturités résiduelles (en mois)	168
Proportion des prêts à taux fixe	84,9 %
Taux moyen des créances à taux fixe	3,31 %
Taux moyen des créances à taux variable	2,48 %

Répartition par type de garantie		
Type de garantie	Capital Restant Dû Total	Proportion par nature de garantie
Caution Crédit Logement	7 804 633 063 €	26%
Hypothèque ou Privilège de Prêteur de Deniers, de 1er rang	22 196 381 320 €	74%
TOTAL	30 001 014 383 €	100%

Répartition par type de prêts		
Type de prêts	Capital Restant Dû Total	Nombre de prêts
Classique	26 196 731 868 €	314 891
PEL/CEL	79 037 259 €	9 422
Prêts à taux zéro	0 €	-
Prêts à l'Accession Sociale	2 310 401 468 €	34 888
Prêts Conventionnés	1 414 843 788 €	16 387
TOTAL	30 001 014 383 €	375 588

Répartition par nombre d'impayés		
Nombre de mensualités impayées	Capital Restant Dû Total	Nombre de prêts
0	30 001 014 383 €	375 588
>0		
TOTAL	30 001 014 383 €	375 588

Ces prêts sont mobilisés par la BFCM, qui les a reçus des agences des Banques Régionales du CIC et des Caisses locales de Crédit Mutuel.

2. SITUATION FINANCIÈRE ET RATIOS PRUDENTIELS

Suite à une demande de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH, le Secrétariat Général de l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (SGACPR) a donné son accord le 19 juin 2014 à la société pour bénéficier d’une dérogation à l’application sur base individuelle des exigences prudentielles relatives aux ratios de solvabilité, au ratio de levier et aux grands risques ainsi que l’application du plafond de 75% sur les entrées de trésorerie dans le cadre du calcul de la couverture des besoins de liquidité.

La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d’une dérogation à l’application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l’ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), le respect de ce ratio devrait toujours être maintenu.

3. ENDETTEMENT

Nous rappelons que la capacité d’endettement de la Société est statutairement limitée : elle ne peut s’endetter globalement que sous forme d’Obligation de Financement à l’Habitat et d’emprunts subordonnés.

Conformément à l’objet social de la société, les émissions d’Obligations de Financement l’Habitat sont destinées à refinancer les prêts personnels immobiliers octroyés par les banques du Groupe CM11 et remis en pleine propriété à titre de garantie par la Banque Fédérative du Crédit Mutuel. Lors des échéances d’intérêts et de remboursement de principal, la BFCM rembourse les sommes correspondantes au titre des prêts qui lui ont été consentis.

Par ailleurs, la capacité d’emprunt de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH est tributaire du respect des ratios prudentiels imposés par la réglementation en vigueur.

Les articles L.441-6-1 et D441-4 du Code de commerce prévoient une information spécifique sur les dates d’échéances des dettes à l’égard des fournisseurs ; les sommes en question sont négligeables pour Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH.

IV. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

L’unique objet social de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH est de participer au dispositif de refinancement du groupe CM11, par l’émission de titres sécurisés basés sur un portefeuille de crédits à l’habitat donnés en garantie sur le fondement des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 (anciennement 431-7-3) du Code Monétaire et Financier.

1. RISQUE DE CRÉDIT

Du fait de son objet social limité, le risque de crédit de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH est strictement encadré.

Les seuls emplois autorisés concernent :

- le remplacement des fonds collectés par les émissions de titres : ces fonds ne peuvent être prêtés qu'à la BFCM. Ce prêt est lui-même garanti par du collatéral, constitué de crédits à l'habitat accordés par le Groupe CM11, sur la base des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 (anciennement 431-7-3) du code monétaire et financier. Le montant global et le respect des critères d'éligibilité des crédits sont vérifiés tous les mois et donnent lieu à l'établissement d'un courrier d' « Asset Cover Test ».
- le remplacement des fonds propres est encadré par les limites suivantes :
 - Réglementaires : les articles L513-7 et R.513-6 fixent les qualités de crédit minimum à respecter pour ces placements
 - Contractuels : les agences de notation ont fixés des niveaux de ratings minimum en fonction de la durée des placements

Durée / Rating minimum	S&P	Fitch	Moody's
< 30 jours	A-1 ou A	F1 et A	P-1
De 30 jours à 60 jours	A-1	F1+ et/ou AA-	P-1
De 60 jours à 3 mois	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1
< 1 an	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.
La ventilation de ce collatéral, par notation interne, témoigne de la bonne qualité de crédit de ce portefeuille et figure dans le tableau ci-après.

Cotation	Encours (en M€)	Pourcentage	Pourcentage cumulé
A	15 314	51%	51%
B	8 854	30%	81%
C	3 987	13%	94%
D+	950	3%	97%
D-	702	2%	99%
E+	194	1%	100%
E-	-	0%	100%
E=	-	0%	100%
F	-	0%	100%
TOTAL	30 001	100%	

2. RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHÉ

Risque de taux

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne doivent pas l'exposer à un risque de taux.

- Les fonds collectés par l'émission de titres doivent être reprêtés à la BFCM avec les mêmes caractéristiques de taux (majoré de 10% de la marge, avec un minimum de 2 pb et un maximum de 10 pb) et de durée. L'actif et le passif sont ainsi parfaitement adossés en durée et en taux.
- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de taux, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH à conclure des swaps spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ces risques dès dégradation de la note de la BFCM.
- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, les swaps de couverture, tant de l'actif que du passif ont été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps.
Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.
- Lors de la mise à jour du programme d'émission en juillet 2015, d'autres mécanismes de couverture de ce risque ont été prévus en accord avec les agences de notation (notamment la surcollatéralisation). De ce fait, la majorité des swaps couvrant le risque de taux a été résiliée car ce risque est considéré comme couvert.
- Les transactions couvrant le risque de change restent toujours en vigueur. La contrepartie de ces swaps est actuellement BFCM qui bénéficie d'une notation suffisante au regard des critères d'éligibilité imposés par la documentation du programme d'émission : A (long terme) par Standard & Poor's, P-1 (court terme) et A2 (long terme) par Moody's et F1 (court terme) / A (long terme) par Fitch.

Risque de change

Le programme prévoit la possibilité pour Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH, de réaliser des émissions en devises. Dans ce cas, le prêt à la BFCM est également réalisé dans la devise de l'émission.

- A ce jour, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH a réalisé les émissions suivantes en devises :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
250 000 000	GBP	292 575 000	22/04/2013	22/04/2016
1 000 000 000	USD	785 130 000	16/11/2012	16/11/2017
300 000 000	NOK	39 698 293	22/03/2012	22/03/2022
750 000 000	NOK	96 961 862	07/10/2011	07/10/2024

Ces émissions ont été reprêtées aux mêmes conditions à la BFCM.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de change, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat qui sont tous libellés en Euro alors qu'elle devrait faire face à des remboursements en devises. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH à conclure des swaps de devise spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ce risque dès dégradation de la note de la BFCM.
- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, un swap de couverture a été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps. Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.

Risque de marché

Conformément à son objet social limité, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH n'a aucune activité de marché autre que l'émission des « covered bonds » et le remplacement des ressources ainsi levées auprès de BFCM à des conditions identiques.

Une variation défavorable des conditions de marché n'aurait d'incidence que sur la capacité de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH à lever des fonds sur le marché obligataire.

3. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne l'exposent pas à un risque de liquidité. Les emplois et les ressources sont parfaitement adossés en durée et de ce fait, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne fait aucune transformation.

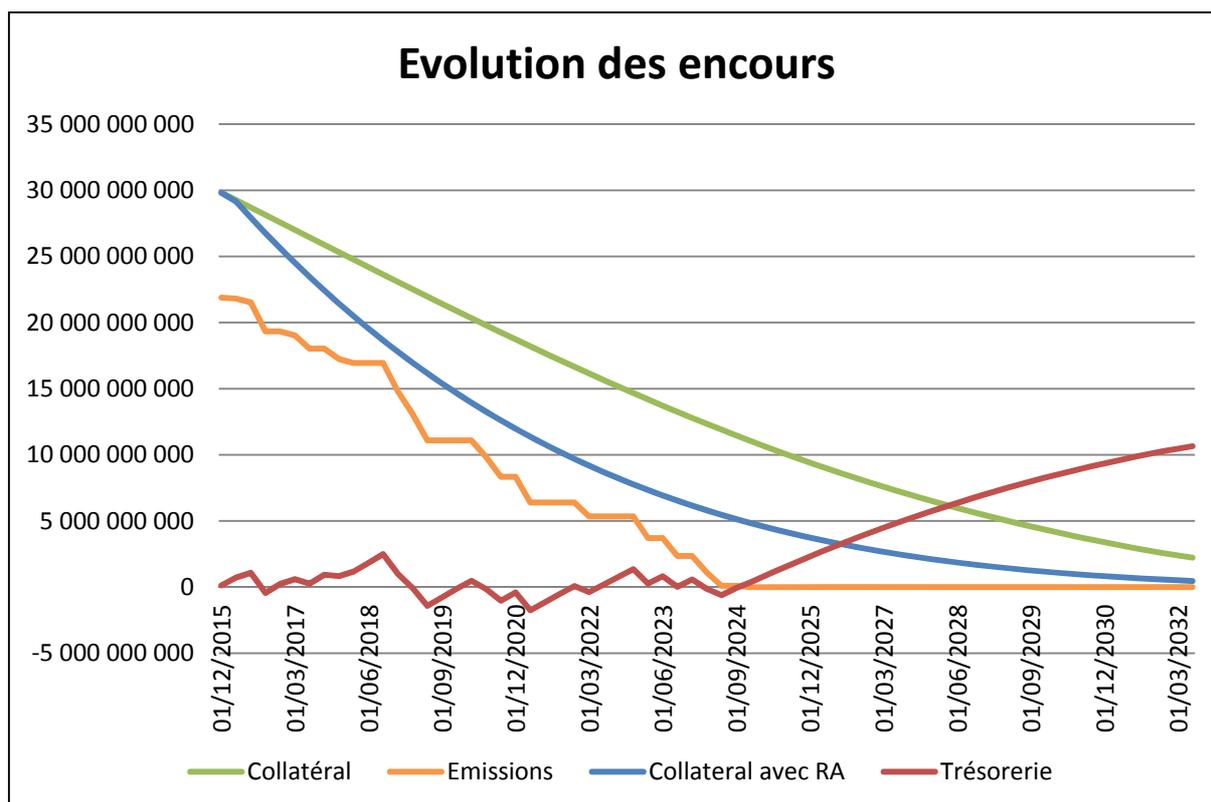
- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de liquidité, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas ainsi qu'indiqué supra, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait de fait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission prévoient un « Pre-maturity test » pour prévenir et gérer à ce type de risque.
- Le « Pre-maturity test » prévoit, dans les 9 mois qui précèdent l'arrivée à maturité d'une émission de Covered Bonds, l'obligation pour la BFCM de constituer un dépôt de garantie en espèces. Ce dépôt de garantie doit couvrir le remboursement du capital devant intervenir dans ce délai. Le non-respect de cette obligation constituerait un cas de défaut pour la BFCM.
- Ce « Pre-maturity test » a été activé suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM à F1 par l'agence Fitch Ratings le 17 juillet 2013. De ce fait du collatéral a été mis en place pour le montant des émissions venant à échéance dans les 180 jours ouvrés et les fonds ainsi obtenus ont été placés en dépôt à terme sur une maturité inférieure à 30 jours. Le montant de ce collatéral est de 2 557 M€ au 31/12/2015.

Ces mécanismes sont jugés conformes aux exigences de l'art R.513-7 du Code monétaire et financier (article modifié par décret n°2014-526 du 23 mai 2014 – art.1).

Conformément à l'article R.513-8 du Code monétaire et financier, et à l'article 9 du règlement CRBF n° 99-10 modifié par arrêté du 23 mai 2014, le calcul du ratio de couverture tient compte de la limitation au numérateur de l'exposition sur la société mère de 25% des ressources non privilégiées.

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.

Le graphique ci-après montre le profil d'amortissement de ce portefeuille comparé à l'amortissement des émissions et le solde de trésorerie en résultant.



Ce graphique fait apparaître des impasses de trésorerie, principalement au deuxième trimestre 2019 et au premier trimestre 2021, mais le solde de trésorerie ne tient pas compte des remboursements anticipés.

- La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d'une dérogation à l'application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l'ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), le respect de ce ratio devrait toujours être maintenu.

4. RISQUE OPÉRATIONNEL

De par ses statuts, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne dispose d’aucun moyen propre. Toutes les tâches sont sous-traitées à la BFCM, au CIC et à la CFdeCM en vertu de différentes conventions. L’organisation du contrôle interne de l’activité externalisée s’inscrit dans le processus défini par la Conformité Groupe (Cf. Rapport ART 258).

5. RISQUE JURIDIQUE

Pour réaliser son objet social, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH s’est entouré de conseils juridiques externes et notamment de cabinets d’avocats. Par ailleurs, le risque juridique a été largement analysé par les agences de notation qui ont attribué leurs meilleures notes au programme de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH (AAA).

De plus, en vertu des conventions citées plus haut, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH bénéficie du concours du groupe CM11 pour toutes ses activités.

V. ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Eu égard à l’article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n’a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l’exercice écoulé.

VI. CONSÉQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L’article 225 de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et son décret d’application du 24 avril 2012 étendent les obligations, notamment pour les entreprises émettant des titres sur un marché réglementé, de publier dans le rapport de gestion des informations sur les « conséquences sociales et environnementales de leur activité et sur leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable ».

Cependant, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne dispose d’aucun salarié. De ce fait, aucune information sociale ne peut être communiquée. Par ailleurs, l’entité ne dispose pas de bâtiments en propre et n’a donc pas d’empreinte environnementale directe. L’impact environnemental et l’impact sociétal de ses activités s’inscrit dans le cadre des politiques définies par le Groupe CM11 et présentées dans le rapport de gestion de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, société contrôlante au sens de l’article L.233-3 du code de commerce.

VII. LISTE ET RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS, DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU CONTRÔLEUR SPÉCIFIQUE

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de commerce, nous vous communiquons en annexe la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Nous vous précisons que les mandataires sociaux n'ont pas perçu de rémunération de la société au titre de leur mandat pour l'année 2015.

CONTRÔLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de nos Commissaires aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, se sont poursuivies et ont été communiqués aux administrateurs et aux commissaires aux comptes.

Commissaires aux comptes titulaires :

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
Associé : Jacques Lévi

Ernst & Young et Autres
1/2 Place des Saisons
92400 COURBEVOIE – PARIS-La Défense 1
Associé : Olivier Durand

Commissaires aux comptes suppléants :

Mme Chaumartin Anik
63 rue de Villiers
92208 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

Picarle et Associés
Faubourg de l'Arche
11 allée de l'Arche - COURBEVOIE
92037 PARIS-La Défense CEDEX

INFORMATION CONCERNANT LE CONTRÔLEUR SPÉCIFIQUE

Contrôleur Spécifique titulaire :

FIDES AUDIT
52 rue la Boétie
75008 PARIS
Associé : M. Stéphane MASSA

La rémunération effective du contrôleur spécifique pour l'exercice 2015 est de 138 480 euros TTC.

VIII. TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 11 MAI 2016

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires et après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels concernant l'exercice clos le 31 décembre 2015 tels qu'ils lui ont été présentés par le conseil d'administration et qui font apparaître un bénéfice de 613 670,62 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice net de 613 670,62 €, majoré du report à nouveau antérieur de 2 642 097,75 €, soit un montant disponible de 3 255 768,37 € de la manière suivante :

- à la réserve légale :	30 683,53 €
- à la distribution de dividendes	660 000,00 €
- au report à nouveau :	<u>2 565 084,84 €</u>
Total	3 255 768,37 €

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende distribué
2012	-
2013	-
2014	0,03

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale a pris acte de la cessation par Monsieur Philippe VIDAL de son mandat d'administrateur.

IX. ANNEXES

- LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2015
- RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 2015
- RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDÉPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES
- ÉTATS FINANCIERS

1. LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS

(article L 225-102-1 du code de commerce)

au titre de l'exercice 2015

Monsieur Christian KLEIN

Président du conseil d'administration de CREDIT MUTUEL-CIC Home Loan SFH

Directeur général adjoint : BFCM

Membre du conseil d'administration : GSN NORTH AMERICA (New York) • INVESTESSOR • SFEF – Société de Financement de l'Economie Française

Membre du conseil de surveillance : CIC IBERBANCO • COFIDIS PARTICIPATIONS • COFIDIS

Représentant permanent : BFCM (conseil de direction de BOREAL) • BFCM (Administrateur de CM-CIC ASSET MANAGEMENT) • SOFINACTION (Administrateur de CM-CIC BAIL) • SOFINACTION (membre du conseil de surveillance de CM-CIC LEASE) • CICOVAL (Administrateur de CIC LYONNAISE DE BANQUE)

Monsieur Christian ANDER

Membre du conseil d'administration et Directeur Général

Banque Fédérative du Crédit Mutuel

Membre du conseil d'administration

Président : BISCHENBERG • CM-CIC IMMOBILIER

Administrateur : • ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL SAM • ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA • ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL IARD SA • BANCO POPULAR ESPAGNE • BANQUE DE TUNISIE • BATIGERE • CAISSE DE REFINANCEMENT DE L'HABITAT • CM-CIC ASSET MANAGEMENT • CM-CIC EPARGNE SALARIALE • CM-CIC SCPI GESTION • CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL • CREDIT MUTUEL CARTES DE PAIEMENTS • CRITEL • FEDERATION DU CREDIT MUTUEL CENTRE EST EUROPE • SAEM MIRABELLE TV • SAEM LOCUSEM • SEM CAEB-BISCHHEIM • SEM CALEO – GUEBWILLER • SEM POUR LA PROMOTION DE LA ZAC FORBACH SUD • SEM SEMIBI BIESHEIM • SIBAR • SOCIETE FERMIERE DE LA MAISON DE L'ALSACE • SOCIETE FRANÇAISE D'ÉDITION DE JOURNAUX ET D'IMPRIMES COMMERCIAUX « L'ALSACE » • VENTADOUR INVESTISSEMENT

Membre du conseil de surveillance : GROUPE DES ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL • QUADRAL INVESTISSEMENT • SAEM MULHOUSE EXPO • SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATION POUR LES EQUIPEMENTS COLLECTIFS (SODEREC) • STET - SYSTEMES TECHNOLOGIQUES D'ÉCHANGES ET DE TRAITEMENT

Membre du conseil de direction : EURO INFORMATION • EURO PROTECTION SURVEILLANCE • EURO TVS • EURO INFORMATION DIRECT SERVICE • SOFEDIS • BOREAL

Censeur : SAFER d'Alsace • SEM E Puissance 3 - Schiltigheim

Monsieur Philippe VIDAL

Membre du conseil d'administration

Président du conseil de surveillance : CM-CIC Investissement

Président du conseil d'administration : CM-CIC GESTION • CIC Lyonnaise de Banque • CM-CIC Factor
• BANQUE DE LUXEMBOURG • BANQUE CIC SUISSE • CIGOGNE MANAGEMENT

Vice-Président du conseil d'administration : CM-CIC BAIL

Directeur général adjoint : CIC

Membre du conseil d'administration : SAINT-GOBAIN PAM • CM-CIC TITRES • BANQUE
TRANSATLANTIQUE BELGIUM • BATIPART INVEST

Représentant permanent : • CIC (Administrateur de CM-CIC Asset Management) • ADEPI
(Administrateur de ACM VIE SA) • CM-CIC Investissement (Administrateur de LANSON-BCC)

Monsieur Luc CHAMBAUD

Membre du conseil d'administration

Membre du conseil de surveillance : EURO INFORMATION PRODUCTION • CM-CIC SERVICES

Directeur Général : CRCM DE NORMANDIE • FEDERATION DU CREDIT MUTUEL DE NORMANDIE

Membre du conseil d'administration : Euro P3C

Représentant permanent : CRCM DE NORMANDIE (Membre du conseil de surveillance du GACM ;
membre du conseil de direction EURO INFORMATION SAS - EURO GDS)

Censeur : Crédit Industriel et Commercial

Monsieur François MIGRAINE

Membre du conseil d'administration

Vice-Président et membre du conseil de surveillance : COFIDIS PARTICIPATIONS • COFIDIS

2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2015

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2015)

Aux Actionnaires
Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH
6, avenue de Provence
75452 Paris cedex 9

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 mars 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Lévi

Olivier Durand

3. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 2015

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015)

Aux Actionnaires
Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH
6, avenue de Provence
75452 Paris cedex 9

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec le Crédit Industriel et Commercial

Personnes concernées

La Banque Fédérative du Crédit Mutuel et M. Philippe Vidal, directeur général adjoint du CIC

Nature, objet et modalités

L'avenant à la convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens conclu en date du 9 juillet 2007 entre votre société, BFCM, CFdeCM et CIC.

En application de la loi, nous vous signalons que le conseil d'administration n'a pas procédé à l'examen annuel de cette convention, prévu par l'article L. 225-40-1 du code de commerce.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 mars 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Lévi

Olivier Durand

4. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

mars 2016

Les dispositions de l'article L 225-37 du Code de Commerce précisent que le Président du conseil d'administration d'une société anonyme rend compte, dans un rapport joint au rapport annuel, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, des procédures de contrôle interne mises en place par la société ainsi que des éventuelles limitations que le conseil a apportées aux pouvoirs du Directeur Général.

I. PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Composition du Conseil

Le conseil d'administration de CREDIT MUTUEL-CIC HOME LOAN SFH est composé de 6 membres – dont 1 administrateur indépendant - nommés par l'assemblée générale pour 6 années, en application de l'article 13 des statuts. La liste des administrateurs avec indication de leurs fonctions exercées dans d'autres sociétés est présentée en annexe conformément aux dispositions légales.

Il n'y a ni jetons de présence, ni stock options.

2. Fonctionnement du Conseil

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent.

Il n'y a pas de règlement intérieur formalisant les règles de fonctionnement du conseil d'administration qui est régi par les dispositions légales statutaires.

Sur le plan individuel, les administrateurs sont tenus à une obligation de réserve et une obligation de secret professionnel liées à l'objet même de la société.

Aux termes de l'article L 225-51-1 du Code de Commerce, le conseil a opté pour un régime dualiste d'exercice de la direction générale.

La Présidence du conseil est assurée par M. Christian KLEIN. A ce titre, il organise et dirige les travaux du conseil d'administration et s'assure que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

M. KLEIN ne perçoit aucune rémunération pour l'exercice de ses fonctions de Président du conseil d'administration. Néanmoins, il a droit, sur présentation des justificatifs, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation.

M. KLEIN assume également les fonctions de dirigeant responsable au sens de l'article L 511-13 du Code Monétaire et Financier.

3. Mode d'exercice de la Direction générale

La direction générale est assurée par M. Christian ANDER. A ce titre, il dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et la représenter à l'égard des tiers.

A l'égard des actionnaires, les pouvoirs du Directeur Général sont limités dans les conditions de l'article 19.2 des statuts de la société.

M. ANDER assume également les fonctions de dirigeant effectif au sens de l'article L 511-13 du Code Monétaire et Financier.

M. ANDER ne perçoit aucune rémunération pour l'exercice de son mandat social de Directeur Général. Il a droit, sur présentation des justificatifs, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation.

En 2015, le conseil s'est réuni à sept reprises. Le taux de présence est en moyenne de 62 %.

Pour chaque conseil, un dossier complet sur les points à l'ordre du jour est remis à l'ensemble des administrateurs. Les procès-verbaux des réunions sont communiqués à tous les administrateurs.

Le premier conseil s'est tenu le 25 mars 2015, il a porté essentiellement sur l'arrêté des comptes au 31 décembre 2014, la préparation de l'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2015, l'activité, la fixation du montant du plafond des émissions pour le 2^{ème} trimestre 2015, l'asset cover test et le rapport sur la qualité des actifs, le fonctionnement de la société, du conseil d'administration et sur les procédures de contrôle interne.

La réunion du 13 mai 2015 a eu pour objet de fixer le montant du plafond des émissions pour le 3^{ème} trimestre 2015, d'examiner la situation comptable trimestrielle et de nommer un deuxième dirigeant effectif.

La troisième réunion qui s'est tenue le 8 juillet 2015 a porté sur la modification des documents de programme du programme ainsi que sur la convocation et l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 23 juillet 2015 destinée à mettre à jour certains documents liés à la structure des Programmes d'Emission et de la documentation relative au Programme EMTN.

La réunion du 23 juillet 2015 a porté sur la modification des conditions définitives S17T1 et des conditions définitives S18T1, dans le cadre de la mise à jour 2015 du programme EMTN.

La réunion du 30 juillet 2015 a eu pour objet essentiel l'arrêté des comptes au 30 juin 2015.

La réunion qui a eu lieu le 22 septembre a eu pour objet de faire le point sur l'activité, de fixer le montant du plafond des émissions pour le 4^{ème} trimestre 2015, de faire le point sur l'asset cover test, la qualité des actifs et les adhésions de nouvelles CCM.

Le dernier conseil de l'année qui s'est tenu le 8 décembre 2015 a porté sur les points suivants : l'activité et émissions réalisées, l'examen de la situation comptable trimestrielle au 30 septembre 2015, l'asset cover test et le rapport sur la qualité des actifs ainsi que les rapports du contrôleur spécifique sur son activité. Lors de cette réunion, le conseil a procédé au renouvellement des autorisations d'émissions, fixé le montant du plafond des émissions pour le 1^{er} trimestre 2016, fait le point des adhésions de nouvelles CCM et approuvé le plan annuel de couverture.

II. RAPPORT SUR LE CONTROLE INTERNE

(Rapport établi en application des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 03 Novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)

Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH (anciennement CM-CIC Covered Bonds) a obtenu l'agrément du CECEI lors de sa réunion du 31 mai 2007. Lors de sa réunion du 28 mars 2011, l'ACPR a autorisé la société à opter pour le statut de Société de Financement de l'Habitat (SFH).

L'objet social de la société est limité, il consiste uniquement à contribuer au refinancement du Groupe CM11. La société dispose d'un programme EMTN International et d'un programme US144A permettant ainsi de toucher une large palette d'investisseurs internationaux.

L'activité de la société en 2015 a été strictement conforme à cet objet social et se compose des opérations suivantes :

- 2 émissions pour un montant total de 2 Mds € :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	22/01/2015	22/01/2022
1 000 000 000	EUR	1 000 000 000	03/12/2015	07/04/2026

- le remplacement des fonds collectés sur ces émissions à la BFCM.

Par ailleurs, les fonds propres sont déposés à la BFCM.

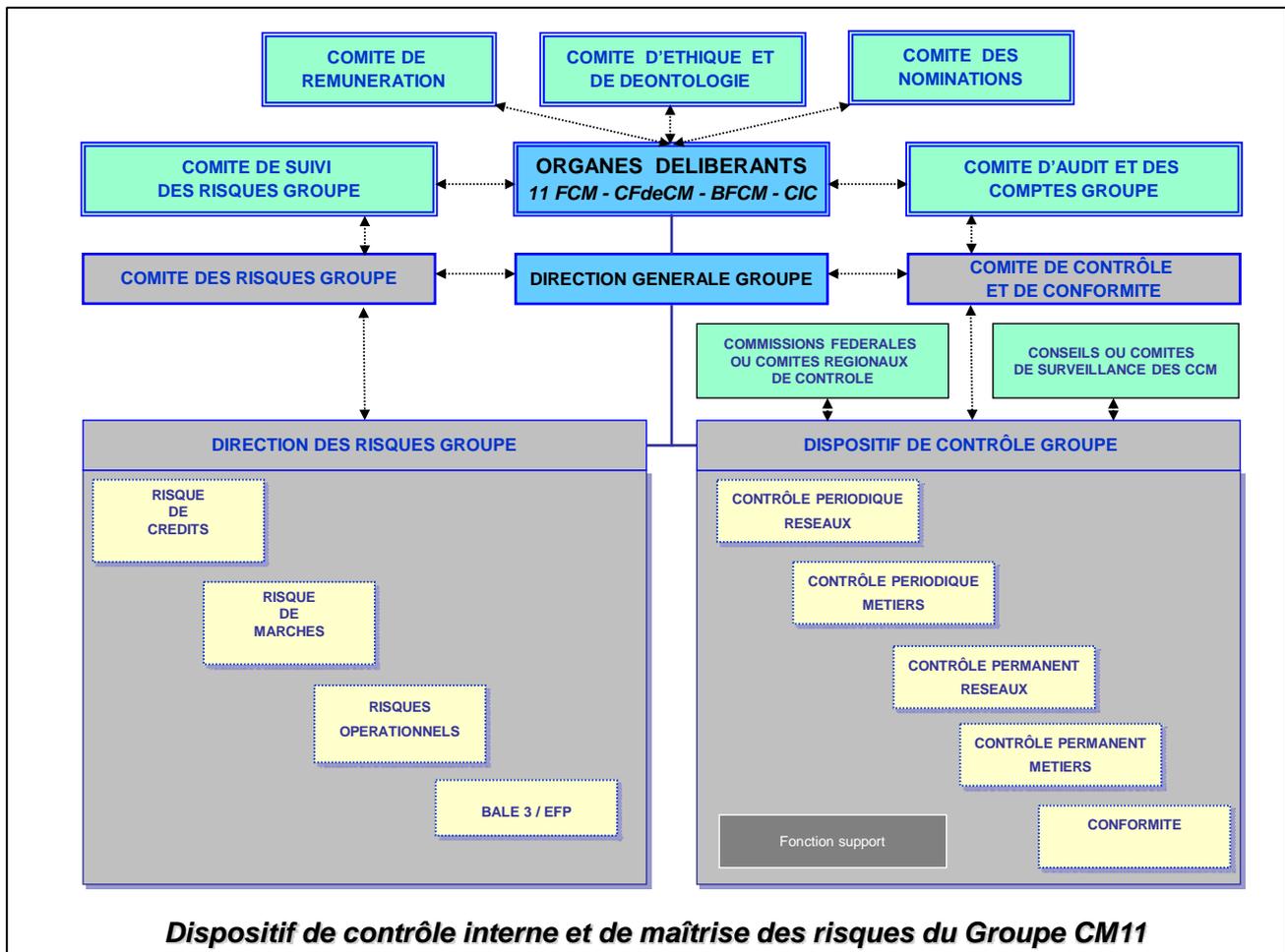
I. Présentation synthétique du dispositif de contrôle interne

L'organisation au niveau du groupe CM11

Le dispositif de contrôle constitue, avec l'organisation mise en place dans le domaine de la maîtrise des risques, un ensemble cohérent adapté aux besoins et à l'organisation du Groupe CM11.

Il répond aux exigences de la réglementation bancaire et financière ainsi qu'aux principes de fonctionnement que le Groupe CM11 s'est fixé à travers ses instances délibérantes, ceci dans l'esprit coopératif qui a toujours guidé sa stratégie.

La mise en conformité avec les dispositions de l'article 104 de l'arrêté du 03 novembre 2014 a été présentée lors du Conseil d'Administration de la CFdeCM du 27 février 2015.



Conformément à l'Arrêté du 03 Novembre 2014, le dispositif comporte trois fonctions :

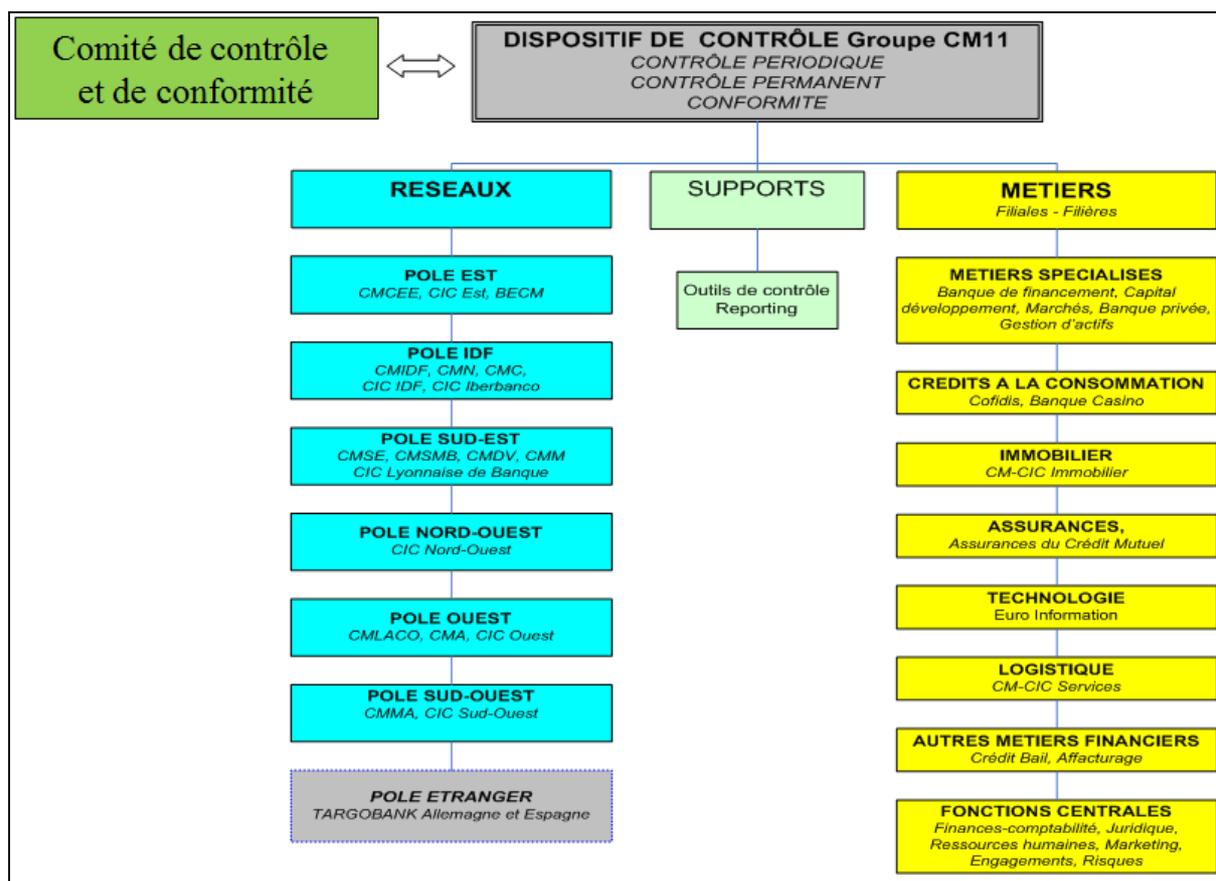
- le contrôle périodique,
- le contrôle permanent,
- la fonction conformité,

Les deux dernières sont soumises au contrôle périodique de la première.

Pour l'exercice de leurs fonctions, les responsables des services de contrôle ont accès en permanence et sans restriction aux personnes, aux locaux, matériels, logiciels et aux informations de toute nature sur la totalité du périmètre du Groupe. Ils peuvent déléguer en tant que de besoin à leurs collaborateurs, dans le cadre de missions définies, tout ou partie de leurs prérogatives.

Le contrôle périodique et le contrôle permanent sont répartis entre une fonction réseaux et une fonction métiers, la cohérence de l'ensemble du dispositif étant assurée par un Comité de Contrôle et de Conformité présidé par un dirigeant effectif. Ce Comité rend lui-même compte au Comité d'Audit et des Comptes Groupe, représentant les organes de surveillance (délibérants) du Groupe.

Schéma actualisé au 01/01/2015 :



Le dispositif de contrôle interne de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH

Le dispositif de contrôle interne de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH s’inscrit dans le cadre de celui du Groupe CM11.

La société a mis en place un dispositif de contrôle permanent et de conformité, avec le concours du Groupe, qui tient compte de son objet social limité et de l’absence de moyens propres.

Les unités chargées de l’engagement des opérations sont séparées des unités chargées de leur validation, de leur règlement et de la surveillance des risques.

Les contrôles de premier niveau sont assurés par tous les collaborateurs agissant pour le compte de la Société dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques des activités de la Société. Certains de ces contrôles sont intégrés en amont dans les processus informatiques (*habilitations d’accès, contrôles de limites, niveaux d’autorisation, par exemple*).

En complément, le dispositif de contrôle mis en œuvre pour le compte de la société est également organisé autour :

- d'un *middle-office*, qui exerce un contrôle de premier niveau sous la responsabilité du Responsable des activités post-marchés de CM-CIC Marchés et prend en charge, à l'aide d'une équipe dédiée placée sous l'autorité du responsable *middle-office comptable*, les aspects comptables, et à l'aide d'une équipe dédiée placée sous la responsabilité du responsable *middle-office risque*, les aspects risques ;
- d'une équipe en charge des activités de marchés intervenant en tant que contrôle de deuxième niveau et qui assure le suivi des risques et des contrôles effectués. Cette équipe dépend du Contrôle Permanent Métiers ;
- des *contrôles de conformité* sont également assurés par les équipes de CM-CIC Marchés et au niveau de la Conformité du Groupe, en particulier pour ce qui relève de la veille réglementaire et de la déontologie.

II. Conditions d'application des procédures mises en place pour les nouvelles activités

Sans objet

III. Organisation du contrôle interne de l'activité à l'étranger

Sans objet

IV. Organisation du contrôle interne de l'activité externalisée

Crédit Mutuel - CIC Home Loan SFH ne dispose d'aucun moyen propre. Elle s'appuie intégralement sur les entités du Groupe pour l'ensemble de son fonctionnement. Cette organisation a été matérialisée par différentes conventions dont les plus importantes sont :

- une « convention d'externalisation et de mise à disposition de moyens » signée le 06/07/07 et modifiée le 10/06/2011 entre Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH et la BFCM, le CIC et la CFdeCM qui prévoit le secrétariat juridique et fiscal ainsi que l'ensemble des tâches permettant de répondre aux obligations contractuelles, légales et réglementaires ;
- un « administrative agreement » signé le 06/07/07 modifié le 24/07/2015 entre Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH et la BFCM qui prévoit les tâches nécessaires à la réalisation de l'objet social de la société et plus particulièrement les fonctions d' « Issuer calculation agent », le respect des clauses du programme d'émission, la gestion des garanties ainsi que la gestion de la trésorerie

V. Enseignement des résultats des contrôles internes

Une mission de contrôle a été menée par le Contrôle Périodique Métier en 2012. Ce contrôle n'a pas relevé de problème majeur.

Une nouvelle mission de contrôle, menée par le Contrôle Périodique Métier, est en cours à fin décembre 2015.

L'activité de la société en 2015 a été strictement conforme à son objet social. Elle s'est limitée aux opérations suivantes :

- 2 émissions pour un montant nominal de 2 Mds€ ;
- le remplacement des fonds collectés sur ces émissions à la BFCM.

Par ailleurs, les fonds propres sont déposés à la BFCM.

VI. Contrôle par l'organe exécutif et l'organe délibérant de l'efficacité des dispositifs et procédures mis en place en application des dispositions de l'Arrêté du 03 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ex règlement 97-02)

Identification des incidents significatifs

Les organes délibérants du Groupe CM11 ont arrêté, respectivement lors de leurs réunions du 26 juin 2009 et du 12 mai 2009, les critères et seuils de significativité permettant d'identifier les incidents relatifs aux risques opérationnels devant être portés à leur connaissance. Un extrait des procès-verbaux a été transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution le 8 octobre 2009.

Les seuils réglementaires de déclaration à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et à la CNCM sont fixés à 0,5% des fonds propres de base ; sont donc déclarés tous les sinistres égaux ou supérieurs à 130,77 M€ pour le Groupe CM11 et à 46,99 M€ pour le CIC.

Les seuils internes de déclaration ont été fixés de façon suivante :

- En cas de sinistre égal ou supérieur à 1 M€, les Banques régionales, Fédérations du Crédit Mutuel, Filiales et Centres de métiers informent leurs dirigeants effectifs et ceux du Groupe CM11 ou du CIC selon leur appartenance ;
- En cas de sinistre égal ou supérieur à 2,5 M€, les mêmes entités informent leur propre organe de surveillance (délibérant), et celui du Groupe CM11 ou du CIC selon leur appartenance.

L'information de l'organe de surveillance et des autorités de tutelle relève des dirigeants effectifs.

Les gestionnaires de risques opérationnels doivent renseigner le sinistre dans la base de sinistres du Groupe (Riskop). Pour les cas particuliers de sinistres de Responsabilité Civile, la déclaration est à réaliser sur la base du seul montant évalué.

Le présent rapport au titre des articles 258 à 266 de l'Arrêté du 03 Novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution seront présentés au Conseil d'administration du 29/03/2016.

VII. Annexe recensant les conventions et opérations avec les dirigeants et actionnaires principaux (au sens de l'article 6 ter du règlement n° 90-02)

Sans objet en termes d'engagements susceptibles de faire l'objet d'une déduction des fonds propres.

Rapport sur la mesure et la surveillance des risques

(Rapport établi en application de l'article 262 de l'Arrêté du 03 Novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.)

L'unique objet social de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH est de participer au dispositif de refinancement du Groupe CM11, par l'émission de titres sécurisés basés sur un portefeuille de crédits à l'habitat donnés en garantie sur le fondement des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 (anciennement 431-7-3) du code monétaire et financier.

Adéquation du capital interne

- De par son objet social, les emplois de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH sont strictement règlementés. Ils consistent, à l'exception du placement des fonds propres, exclusivement en des prêts collatéralisés accordés à la BFCM.
- Le programme étant plafonné initialement à 15 Mds €, ces prêts ne pouvaient excéder ce montant. Le montant des fonds propres (240 M€) a été fixé en vue de respecter un ratio de solvabilité minimum de 4% dans tous les cas de figure. Depuis la mise en place de Bale 2, les prêts à la maison mère ne génèrent plus de besoin de fonds propres.
- L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution a informé la Société qu'en raison de son nouveau statut de société de financement de l'habitat, elle ne pouvait plus bénéficier de l'exemption au titre des dispositions de l'article 4.1 du règlement CRBF n°2000-03 du 6 septembre 2000 relatif à la surveillance prudentielle sur base consolidée et à la surveillance complémentaire et était désormais assujettie aux règles prudentielles sur une base individuelle. Cet assujettissement est effectué par transparence pour le risque de crédit.
Suite à la détérioration des paramètres de calculs des fonds propres nécessaires en méthode avancée pour les crédits à l'habitat, la Société s'est trouvée en insuffisance de fonds propres au 30/06/2012. Dès le constat établi, il a été décidé de réduire le portefeuille de collatéral de 35 Mds à 32 Mds, montant suffisant pour permettre le respect des ratios de couverture, ce qui a permis de réduire le montant de fonds propres nécessaires et ainsi de respecter le ratio. Au mois d'avril 2013, le montant du portefeuille de collatéral a été augmenté à 35 Mds €. A ce jour, le montant du portefeuille de collatéral s'élève à 30 Mds €.
- Parallèlement, une augmentation de fonds propres a été mise en œuvre. Une assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le 04/12/2012, a autorisé le Conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital de 500 M€, à réaliser en une ou plusieurs fois. Le Conseil d'administration du 08/12/2012 a décidé de procéder à une première augmentation de capital de 100 M€. Cette augmentation a été finalisée le 19/12/2012 et porte à présent le montant des fonds propres à 340 M€.
- Suite à une demande de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH, le Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (SGACPR) a donné son accord le 19 juin 2014 à la société pour bénéficier d'une dérogation à l'application sur base individuelle des exigences prudentielles relatives aux ratios de solvabilité, au ratio de levier et aux grands risques ainsi qu'à l'application du plafond de 75% sur les entrées de trésorerie dans le cadre du calcul de la couverture des besoins de liquidité.

Risque de Crédit

Du fait de son objet social limité, le risque de crédit de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH est strictement encadré.

Les seuls emplois autorisés concernent :

- le remplacement des fonds collectés par les émissions de titres : ces fonds ne peuvent être prêtés qu'à la BFCM. Ce prêt est lui-même garanti par du collatéral, constitué de crédits à l'habitat accordés par le Groupe CM11, sur la base des articles L.211-36, II et L.211-38 à L.211-40 (anciennement 431-7-3) du code monétaire et financier. Le montant global et le respect des critères d'éligibilité des crédits sont vérifiés tous les mois et donnent lieu à l'établissement d'un courrier d' « Asset Cover Test ».
- le remplacement des fonds propres est encadré par les limites suivantes :
 - Réglementaires : les articles L513-7 et R.513-6 fixent les qualités de crédit minimum à respecter pour ces placements
 - Contractuels : les agences de notation ont fixés des niveaux de ratings minimum en fonction de la durée des placements

Durée / Rating minimum	S&P	Fitch	Moody's
< 30 jours	A-1 ou A	F1 et A	P-1
De 30 jours à 60 jours	A-1	F1+ et/ou AA-	P-1
De 60 jours à 3 mois	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1
< 1 an	A-1+ ou AA-	F1+ et/ou AA-	P-1

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.

La ventilation de ce collatéral, par notation interne, témoigne de la bonne qualité de crédit de ce portefeuille et figure dans le tableau ci-après.

Cotation	Encours (en M€)	Pourcentage	Pourcentage cumulé
A	15 314	51%	51%
B	8 854	30%	81%
C	3 987	13%	94%
D+	950	3%	97%
D-	702	2%	99%
E+	194	1%	100%
E-	-	0%	100%
E=	-	0%	100%
F	-	0%	100%
TOTAL	30 001	100%	

Risque de taux

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne doivent pas l'exposer à un risque de taux.

- Les fonds collectés par l'émission de titres doivent être reprêtés à la BFCM avec les mêmes caractéristiques de taux (majoré de 10% de la marge, avec un minimum de 2 pb et un maximum de 10 pb) et de durée. L'actif et le passif sont ainsi parfaitement adossés en durée et en taux.
- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de taux, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH à conclure des swaps spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ces risques dès dégradation de la note de la BFCM.
- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, les swaps de couverture, tant de l'actif que du passif ont été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps.
Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.
- Lors de la mise à jour du programme d'émission en Juillet 2015, d'autres mécanismes de couverture de ce risque ont été prévus en accord avec les agences de notation (notamment la surcollatéralisation). De ce fait, la majorité des swaps couvrant le risque de taux a été résiliée car ce risque est considéré comme couvert.
- Les transactions couvrant le risque de change restent toujours en vigueur. La contrepartie de ces swaps est actuellement BFCM qui bénéficie d'une notation suffisante au regard des critères d'éligibilité imposés par la documentation du programme d'émission : A (long terme) par Standard & Poor's, P-1 (court terme) et A2 (long terme) par Moody's et F1 (court terme) / A (long terme) par Fitch.

Risque de Liquidité

Les conditions de fonctionnement de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne l'exposent pas à un risque de liquidité. Les emplois et les ressources sont parfaitement adossés en durée et de ce fait, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne fait aucune transformation.

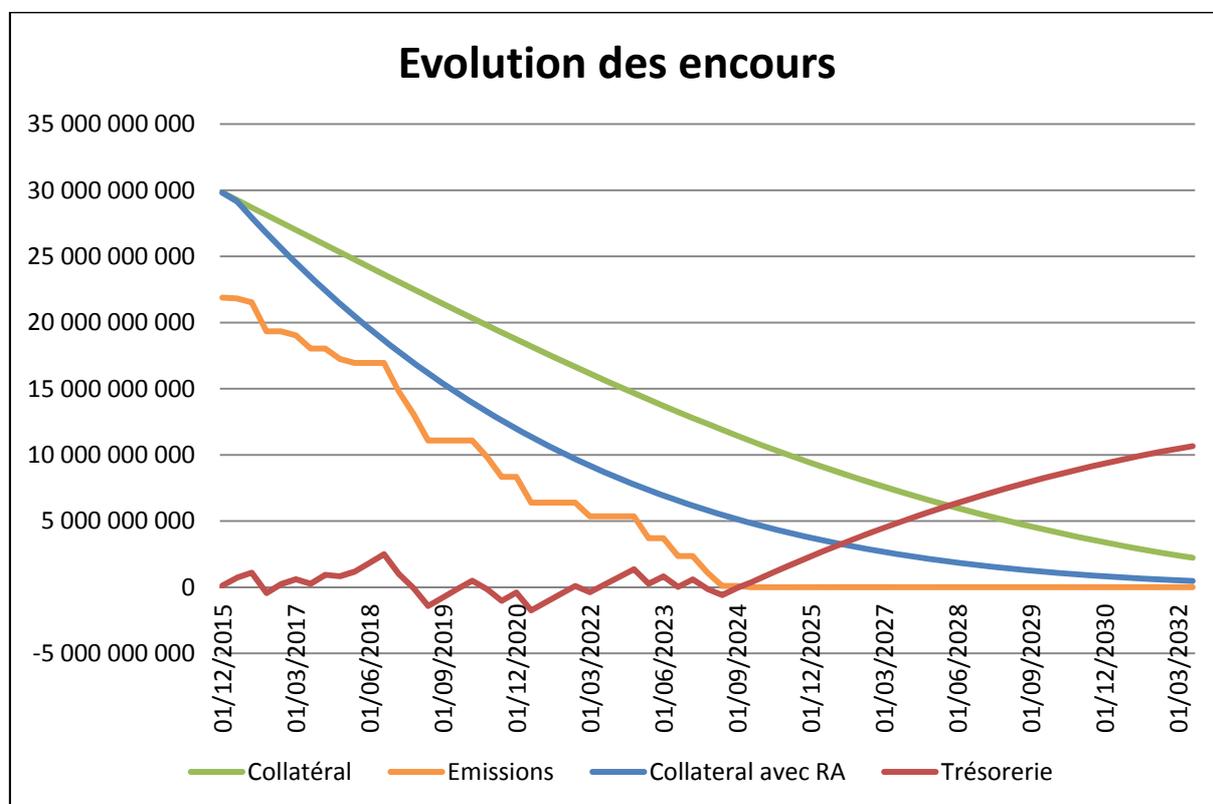
- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de liquidité, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas ainsi qu'indiqué supra, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait de fait propriétaire des crédits à l'habitat. Les documents du programme d'émission prévoient un « Pre-maturity test » pour faire face à ce risque.
- Le « Pre-maturity test » prévoit, dans les 9 mois qui précèdent l'arrivée à maturité d'une émission de Covered Bonds, l'obligation pour la BFCM de constituer un dépôt de garantie en espèces. Ce dépôt de garantie doit couvrir le remboursement du capital devant intervenir dans ce délai. Le non-respect de cette obligation constituerait un cas de défaut pour la BFCM.

- Ce « Pre-maturity test » a été activé suite à la dégradation de la note à court terme de la BFCM à F1 par l'agence Fitch Ratings le 17 juillet 2013. De ce fait du collatéral a été mis en place pour le montant des émissions venant à échéance dans les 180 jours ouvrés et les fonds ainsi obtenus ont été placés en dépôt à terme sur une maturité inférieure à 30 jours. Le montant de ce collatéral est de 2 557 M€ au 31/12/2015.

Ces mécanismes sont jugés conformes aux exigences de l'art R.513-7 du Code monétaire et financier (article modifié par Décret n°2014-526 du 23 mai 2014 – art.1).

- En cas de défaut de BFCM, la société deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat donnés en collatéral.

Le graphique ci-après montre le profil d'amortissement de ce portefeuille comparé à l'amortissement des émissions et le solde de trésorerie en résultant.



Ce graphique fait apparaître des impasses de trésorerie, principalement au deuxième trimestre 2019 et au premier trimestre 2021, mais le solde de trésorerie ne tient pas compte des remboursements anticipés.

- La société est soumise au ratio LCR sur base individuelle mais bénéficie d'une dérogation à l'application du plafond de 75 % sur les entrées de trésorerie, accordée par le Collège de supervision de l'ACPR dans son courrier du 01 août 2014. De ce fait, compte tenu du mode de fonctionnement de la société (émissions de titres reprêtés avec les mêmes caractéristiques à la BFCM), le respect de ce ratio devrait toujours être maintenu.

Risque de change

Le programme prévoit la possibilité pour Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH, de réaliser des émissions en devises. Dans ce cas, le prêt à la BFCM est également réalisé dans la devise de l'émission.

- A ce jour, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH a réalisé les émissions suivantes en devises :

Nominal Devise	Devise	Nominal CV €	Date d'émission	Date d'échéance
250 000 000	GBP	292 575 000	22/04/2013	22/04/2016
1 000 000 000	USD	785 130 000	16/11/2012	16/11/2017
300 000 000	NOK	39 698 293	22/03/2012	22/03/2022
750 000 000	NOK	96 961 862	07/10/2011	07/10/2024

Ces émissions ont été reprêtées aux mêmes conditions à la BFCM.

- La société ne pourrait être exposée à un éventuel risque de change, qu'en cas de défaillance de la BFCM. Dans ce cas, la société serait amenée à exercer sa garantie et deviendrait propriétaire des crédits à l'habitat qui sont tous libellés en Euro alors qu'elle devrait faire face à des remboursements en devises. Les documents du programme d'émission obligent Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH à conclure des swaps de devise spécifiques avec des contreparties devant satisfaire à des critères de rating précis pour la couverture de ce risque dès dégradation de la note de la BFCM.
- Un premier niveau de critère de rating ayant été atteint, un swap de couverture a été mis en place. BFCM disposant du niveau de rating nécessaire est contrepartie de ces swaps. Par ailleurs, le collatéral n'étant pas transféré, la société n'a pas besoin de ces swaps pour couvrir son risque. Ils ont par conséquent été retournés à l'identique avec BFCM.

Risque opérationnel

De par ses statuts, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH ne dispose d'aucun moyen propre. Toutes les tâches sont sous-traitées à la BFCM, au CIC et la CFdeCM en vertu de différentes conventions. L'organisation du contrôle interne de l'activité externalisée s'inscrit dans le processus défini par la Conformité Groupe (cf rapport art. 258)

Risque juridique

Pour réaliser son objet social, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH s'est entouré de conseils juridiques externes et notamment de cabinets d'avocats. Par ailleurs le risque juridique a été largement analysé par les agences de notation qui ont attribué leurs meilleures notes au programme de Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH (AAA).

De plus, en vertu des conventions citées plus haut, Crédit Mutuel – CIC Home Loan SFH bénéficie du concours du Groupe CM11 pour toutes ses activités.

**5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. au capital de € 2.510.460

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du code de commerce, sur le rapport du Président du conseil d'administration de la société Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH

(Exercice clos le 31 décembre 2015)

Aux Actionnaires
Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH
6, avenue de Provence
75452 Paris cedex 9

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Crédit Mutuel-CIC Home Loan SFH et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques

relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du code de commerce.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 mars 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Lévi

Olivier Durand

**6. RAPPORT DE L'ORGANISME TIERS INDEPENDANT SUR LES INFORMATIONS
SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES**

CM CIC Home Loan SFH

Exercice clos le 31 décembre 2015

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales figurant dans le rapport de gestion

Aux Actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant accrédité par le COFRAC¹ sous le numéro 3-1050 et membre du réseau de l'un des commissaires aux comptes de la société CM CIC Home Loan SFH, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2015, présentées dans le rapport de gestion, ci-après les « Informations RSE », en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R. 225-105-1 du Code de commerce, conformément aux référentiels utilisés par les filiales de la société Caisse Fédérale du Crédit Mutuel (ci-après les « Référentiels »).

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

¹ Portée d'accréditation disponible sur www.cofrac.fr

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du Code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de deux personnes entre février et mars 2016 durant une semaine.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 30002.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretien, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R. 225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené un entretien avec la personne en charge du rapport de gestion afin d'apprécier la pertinence des explications justifiant l'absence totale ou partielle de certaines informations dans le rapport de gestion.

² ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical information

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

Paris-La Défense, le 31 mars 2016

**L'Organisme Tiers Indépendant
ERNST & YOUNG et Associés**

**Eric Duvaud
Associé développement durable**

**Hassan Baaj
Associé**

7. ETATS FINANCIERS

CREDIT MUTUEL - CIC HOME LOAN SFH

Comptes sociaux

au 31 DECEMBRE 2015

- Bilan
- Compte de résultat
- Annexes

COMPTES SOCIAUX

BILAN

ACTIF en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
Caisse, Banques centrales			
Effets publics et assimilés			
Créances sur les établissements de crédit	2	26 272,2	24 648,6
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	3	0,7	
Comptes de régularisation	4	92,8	467,2
Total de l'actif		26 365,7	25 115,8
Hors-bilan		2015 31 décembre	2014 31 décembre
Engagements reçus			
Engagements de financement			
Engagements reçus d'établissements de crédit			
Engagements de garantie			
Engagements reçus d'établissements de crédit	11	30 001,0	35 001,3
Engagements sur titres			
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise			
Autres engagements reçus			

BILAN

PASSIF en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	5		
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	6	23 370,9	22 802,9
Autres passifs	3	2 556,8	1 500,7
Comptes de régularisation	4	93,4	467,5
Provisions			
Dettes subordonnées	7	120,1	120,2
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres	8	224,5	224,5
- Capital souscrit		220,0	220,0
- Primes d'émission			
- Réserves		1,2	1,1
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées			
- Report à nouveau		2,6	2,0
- Résultat de l'exercice		0,6	1,4
Total du passif		26 365,7	25 115,8
Hors-bilan		2015 31 décembre	2014 31 décembre
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements en faveur d'établissements de crédit			
Engagements en faveur de la clientèle			
Engagements de garantie			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit			
Engagements d'ordre de la clientèle			
Engagements sur titres			
Titres acquis avec faculté de reprise			
Autres engagements donnés			

COMPTE DE RESULTAT

en millions d'euros	Notes	2015 31 décembre	2014 31 décembre
+ Intérêts et produits assimilés	16	1 634,4	3 214,2
+ Intérêts et charges assimilées	16	(1 630,9)	(3 211,1)
+ Revenus des titres à revenu variable			
+ Commissions (produits)			
+ Commissions (charges)			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+ Autres produits d'exploitation bancaire			
+ Autres charges d'exploitation bancaire			
= Produit Net Bancaire		3,5	3,1
+ Charges de personnel			
+ Autres charges administratives		(1,9)	(0,8)
+ Dotations aux amortissements			
= Charges de fonctionnement		(1,9)	(0,8)
= Résultat Brut d'Exploitation		1,6	2,3
+ Coût du risque			
= Résultat d'Exploitation		1,6	2,3
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
= Résultat Courant		1,6	2,3
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	17	(1,0)	(0,9)
+/- Dotations/reprises de FRBG			
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
= Résultat Net		0,6	1,4

INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN, DU HORS-BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2015, la société CREDIT MUTUEL – CIC HOME LOAN SFH a procédé à l'émission d'EMTN obligataires pour 2 milliards d'euros. Compte tenu des lignes arrivées à échéance, le total des émissions inscrites au bilan s'élève à 23,0 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Suite à la dégradation de la note à long terme de la BFCM à A+ par l'agence Fitch Ratings le 14 décembre 2011, et conformément au prospectus, des swaps ont été mis en place afin de couvrir le risque de taux et de change sur les actifs et passifs.

Cependant, les transactions couvrant le risque de taux ont été résiliées en Juillet 2015.

Depuis, ce risque est couvert par les autres mécanismes prévus dans la documentation (notamment par la surcollatéralisation).

Les transactions couvrant le risque de change restent toujours en vigueur.

La société CREDIT MUTUEL – CIC HOME LOAN SFH est une filiale à 99,99% de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

NOTE 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

Les comptes sociaux sont établis conformément au règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et inclus dans le recueil des normes comptables françaises du secteur bancaire.

Crédits

Les crédits sont inscrits au bilan pour leur valeur nominale.

Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latents résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

NOTE 2 - Créances sur les établissements de crédit

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	341,7		2,6	
Prêts, valeurs reçues en pension (*)		25 594,0		24 269,8
Titres reçus en pension livrée				
Créances rattachées		336,5		376,2
Créances douteuses				
Dépréciations				
Total	341,7	25 930,5	2,6	24 646,0
Total des créances sur les établissements de crédit		26 272,2		24 648,6
dont prêts participatifs				
dont prêts subordonnés				

(*) Les prêts accordés ont uniquement comme contrepartie la BFCM.

NOTE 3 - Autres actifs et passifs

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options				
Dépôts de garanties	0,7	2 556,6		1500,0
Comptes de règlement d'opérations sur titres				
Dettes représentatives des titres empruntés				
Impôts différés				
Débiteurs et créditeurs divers		0,2		0,7
Créances et dettes rattachées				
Dépréciations				
Total	0,7	2 556,8		1500,7

NOTE 4 - Comptes de régularisation

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes d'encaissement				
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	9,0	9,0	385,8	385,8
Autres comptes de régularisation	83,8	84,3	81,4	81,7
Total	92,8	93,3	467,2	467,5

Les comptes de comptes de régularisation Passif correspondent essentiellement aux primes d'émissions des EMTN.
Les comptes de comptes de régularisation Actif sont le reflet au niveau des prêts des comptes de régularisation Passif.

NOTE 5 - Dettes envers les établissements de crédit

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires				
Comptes à terme				
Valeurs données en pension				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées				
Total				
Total des dettes envers les établissements de crédit				

NOTE 6 - Dettes représentées par un titre

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire & titres de créance négociables (*)		
Emprunts obligataires	23 037,5	22 430,2
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	333,4	372,7
Total	23 370,9	22 802,9

(*) Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.
Les emprunts sont en EUR, GBP, NOK et USD.

NOTE 7 - Dettes subordonnées

	31 décembre 2014	Emissions	Rembour- sements	Autres variations	31 décembre 2015
Dettes subordonnées	60,0				60,0
Emprunts participatifs					
Dettes subordonnées à durée indéterminée	60,0				60,0
Dettes rattachées	0,2				0,1
Total	120,2				120,1

Principales dettes subordonnées :

	ENCOURS	TAUX D' INTERET	ECHÉANCE	CONDITIONS REMBT.ANT.
EMPRUNT SUBORDONNÉ A TERME 2007	60,0	Euribor 3 mois + 0,22	2017	
EMPRUNT SUBORDONNÉ A DURÉE INDETERMINÉE 2007	60,0	Euribor 3 mois + 0,66	**	
TOTAL	120,0			

Tous les emprunts sont en euros.

NOTE 8 - Capitaux propres et FRBG

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	FRBG
Solde au 1.1.2014	220,0		1,1	1,7	0,3	223,1	
Résultat de l'exercice					1,4	1,4	
Affectation du résultat de l'exercice précédent				0,3	(0,3)		
Distribution de dividendes							
Augmentation de capital							
Incidence des réévaluations							
Autres variations							
Incidence de la fusion							
Solde au 31.12.2014	220,0		1,1	2,0	1,4	224,5	
Solde au 1.1.2015	220,0		1,1	2,0	1,4	224,5	
Résultat de l'exercice					0,6	0,6	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			0,1	1,4	(1,4)	(0,0)	
Distribution de dividendes				(0,7)		(0,7)	
Augmentation de capital							
Incidence des réévaluations							
Autres variations							
Incidence de la fusion							
Solde au 31.12.2015	220,0		1,2	2,6	0,6	224,5	

Le capital est constitué au 31 décembre 2015 de 22 000 000 actions d'une valeur nominale de 10 euros, La BFCM détient 99,99 % du capital de CREDIT MUTUEL-CIC HOME LOAN SFH au 31 décembre 2015.

A ce titre, elle est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du Groupe CM11CIC ainsi qu'au niveau de la consolidation nationale du Crédit Mutuel.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 3 255 768,37 € provenant du résultat 2015 pour 613 670,62 € et du report à nouveau pour 2 642 097,75€ de la façon suivante :

Dotation à la réserve légale	30 683,53 €
Dividendes	660 000,00 €
Report à nouveau	<u>2 565 084,84 €</u>
	3 255 768,37 €

NOTE 9 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total au 31 décembre 2015
ACTIFS							
Créances sur les établissements de crédit	2 962,3	2 540,6	11 123,5	9 309,3		336,5	26 272,2
Créances sur la clientèle							
Obligations et autres titres à revenu fixe							
PASSIFS							
Dettes envers les établissements de crédit							
Comptes créditeurs de la clientèle							
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse							
- Titres du marché interbancaire et TCN							
- Emprunts obligataires	64,0	2 540,6	12 123,6	8 309,3		333,4	23 370,9
- Autres							
Dettes subordonnées			60,0	60,0		0,1	120,1

NOTE 10 - Contrevaletur en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euro des actifs et passifs libellés en devises est respectivement au 31 décembre 2015 de 1 378,4 M€ et 1 378,1 M€

NOTE 11 - Engagements de garantie

Les prêts accordés par CREDIT MUTUEL-CIC HOME LOAN SFH à la BFCM sont garantis par des crédits à l'habitat éligibles en provenance du réseau des agences CM CIC, selon l'article 431-7 du Code Monétaire.

Au 31 décembre 2015, le montant de cette garantie s'élève à 30 001,0 M€ contre 35 001,3 M€ au 31 décembre 2014.

NOTE 12 - Engagements sur instruments financiers à terme

Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).

	31.12.2015			31.12.2014		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
Opérations fermes						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	4 438,0		4 438,0	112 338,0		112 338,0
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
Opérations conditionnelles						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achetées						
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achetées						
Vendues						
Total	4 438,0		4 438,0	112 338,0		112 338,0

Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque	Gestion spécialisée	Total
			global tx d'intérêt		
31.12.2015					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange					
		4 438,0			4 438,0
Opérations conditionnelles					
Achats					
Ventes					
31.12.2014					
Opérations fermes					
Achats					
Ventes					
Contrats d'échange					
		112 338,0			112 338,0
Opérations conditionnelles					
Achats					
Ventes					

NOTE 13 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

31.12.2015				Total
	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux				
<i>Marchés de gré à gré</i>				
Achats				
Ventes				
Swaps de taux				
	128 000,0	4 310 000,00		4 438 000,0
Total	128 000,0	4 310 000,00		4 438 000,0

NOTE 14 - Instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme est estimé selon la méthodologie retenue pour le calcul des ratios prudentiels

Risques de crédit sur instruments financiers à terme	31.12.2015	31.12.2014
EXPOSITION BRUTE		
Risques sur les établissements de crédit	131,5	1 575,80
Risques sur les entreprises		
TOTAL	131,5	1 575,8

Juste valeur des instruments financiers à terme	31.12.2015		31.12.2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers à terme	70,5	70,5	11 702,7	11 702,7

NOTE 15 - Autres engagements hors-bilan

	31.12.2015	31.12.2014
Opérations en devises		
- Monnaies à recevoir		
- Monnaies à livrer		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Opérations effectuées sur marchés organisés et assimilés		
- Opérations de change à terme		
. De couverture		
. Autres opérations		
- Swaps de change financiers		
. Position ouverte isolée		
. Micro-couverture	2 582,8	2 475,10
. Risque global de taux		
. Gestion spécialisée		

NOTE 16 - Produits et charges sur intérêts

	31 décembre 2015		31 décembre 2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 626,5		3 206,3	
Clientèle				
Crédit-bail et location simple				
Obligations et autres titres à revenu fixe	7,9	1 630,3	7,9	3 210,3
Autres		0,6		0,8
Total	1 634,4	1 630,9	3 214,2	3 211,1
dont charges sur dettes subordonnées		0,6		0,8

NOTE 17- Impôt sur les sociétés

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Impôt courant - Montant au titre de l'exercice	1,0	0,9
Impôt courant - Régularisation sur exercices antérieurs		
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
Total	1,0	0,9
Sur activités courantes	1,0	0,9
Sur éléments exceptionnels		
Total	1,0	0,9

La société CREDIT MUTUEL-CIC Home Loan SFH est intégrée fiscalement au groupe fiscal de la BFCM.
Le montant comptabilisé au titre de 2015 correspond au montant qu'aurait payé la société si elle avait été imposée seule.
Il n'y a pas de déficit reportable.

NOTE 18 - Evénements post-clôture

Il n'y a pas eu d'événement survenu entre le 31 décembre 2015 et la date de communication des comptes, qui affecterait significativement les états financiers.

Résultats financiers sur les 5 derniers exercices (en euros)

Nature des indications	2011	2012	2013	2014	2015
1.Situation financière de l'exercice					
Capital social	120 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000
Nombre total d'actions émises	12 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000
Actions "A" ou actions ordinaires	12 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000	22 000 000
2.Résultat global des opérations effectives					
Produits bancaires	585 526 347	3 216 593 980	3 234 651 556	3 214 124 993	1 634 392 074
Bénéfice avant impôts, participation des salariés, amortissements provisions et résultat exceptionnel	800 138	1 062 449	524 285	2 281 173	1 612 944
Impôt sur les bénéfices	62 491	374 525	190 457	850 727	999 273
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Bénéfice	737 647	687 924	333 828	1 431 003	613 670
Montants des bénéfices distribués					
3.Résultats des opérations réduits à une action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	0,06	0,03	0,02	0,07	0,03
Bénéfice net	0,06	0,03	0,02	0,07	0,03
Dividende versé à chaque action "A"				0,03	0,03
4.Personnel					
Nombre de salariés (effectif moyen ETP)	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale	-	-	-	-	-
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres Sociales,...)	-	-	-	-	-